



Réunion : 2021-3320000- 9 Date : 25/06/2021
intitulé de la CCT : Octroi de jours de congé extralégaux supplémentaires au personnel des milieux d'accueil d'enfants

Le soussigné, agissant en qualité de président de la COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE dépose au Greffe, en application de l'article 18 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, la convention collective de travail ci-annexée et confirme qu'elle est conclue conformément aux dispositions de ladite loi :

questionnaire :

A. INFORMATION GENERALE		
La cct concerne-t-elle une classification de fonctions => joindre la feuille de renseignement	☐ Oui	☒ Non
La cct prévoit-elle une procédure d'adhésion par des employeurs individuels ? Où seront déposés les actes d'adhésion?	☐ Président	☐ Greffe
La cct doit-elle être communiquée à l'ONSS ?	☐ Oui	☒ Non
B. CONDITIONS DE FORMES		
L'identité des personnes signataires est-elle mentionnée en dessous de leur signature?	☒ Oui	☐ Non
Les signataires sont-ils tous membres de la (sous-)commission paritaire?	☒ Oui	☐ Non
La durée de validité de la cct est-elle mentionnée ?	☒ Oui	☐ Non
La cct est-elle assortie d'une clause de dénonciation ? (cct à durée indéterminée ou cct à durée déterminée comportant une clause de dénonciation)	☒ Oui	☐ Non
La cct comporte-t-elle une date d'entrée en vigueur ?	☒ Oui	☐ Non
La date de conclusion de la cct a-t-elle été indiquée ?	☒ Oui	☐ Non
La date et le numéro d'enregistrement des cct qui sont adaptées, prolongées ou abrogées par la présente cct sont-ils mentionnés ?	☐ Oui	☐ Non
C. FORCE OBLIGATOIRE PAR ARRÊTÉ ROYAL DEMANDÉE	☒ Oui	☐ Non
D. COMMENTAIRE		

Date 13/07/2021

PAYEN MARC
Président

COA / RCT
13 -07- 2021
/ Nr.

Numéro de dépôt :	
CCT enregistrée le :	sous le numéro :
(à remplir par le greffe)	

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

Convention collective de travail du 25 juin 2021 octroyant des jours de congé extralégaux supplémentaires au personnel des milieux d'accueil d'enfants

Préambule

Considérant l'inscription d'une provision budgétaire de cinq millions au budget initial 2021, destinée à financer des mesures récurrentes dans le secteur de l'enfance ;

Considérant le cahier de revendications soumis au Gouvernement par le front commun syndical le 15 juin 2020, particulièrement en sa partie relative aux revendications visant à améliorer l'attractivité et la tenabilité des carrières dans les secteurs du non-marchand subventionnés par la Fédération Wallonie – Bruxelles ;

Considérant le projet de protocole d'accord sectoriel dont la signature est prévue le 7 juillet 2021 relatif à l'attractivité et la tenabilité des carrières dans le secteur de l'enfance, particulièrement en son article 1^{er} qui dispose qu'une convention collective de travail devra être conclue entre les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs ;

Considérant que les partenaires sociaux s'engagent, lorsque la réforme des ATL sera adoptée, à mener un travail de réflexion sur la possibilité d'intégrer l'ensemble des travailleurs relevant du secteur de l'ATL dans le champ d'application de la présente convention collective de travail,

Les partenaires sociaux adoptent les dispositions suivantes.

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé suivants :

- crèches subventionnées (en ce compris les préguardiennats et les maisons communales d'accueil de l'enfance) ;
- services d'accueil des enfants subventionnés, à l'exception du personnel d'accueil des enfants ;
- services d'accueil d'enfants malades à domicile subventionnés ;
- services d'accueil spécialisé de la petite enfance ;
- accueils extrascolaires de type 2 subventionnés.

Par travailleurs, il y a lieu d'entendre l'ensemble des travailleurs employés et ouvriers, masculins et féminins, occupés dans les institutions et services visés à l'alinéa précédent.

Article 2.

§1^{er}. Les parties conviennent d'octroyer annuellement, à partir de l'année 2021 :

- un jour de congé extralégal supplémentaire aux travailleurs ;
- un jour de congé extralégal supplémentaire aux travailleurs ayant atteint l'âge de 45 ans.

Le volume de congé supplémentaire prévu à l'alinéa précédent est défini selon une occupation à temps plein. En cas d'occupation à temps partiel, le bénéfice de ce volume de congé est octroyé au prorata du temps de travail par rapport à une occupation à temps plein.

§2. Le volume de congé supplémentaire prévu au paragraphe premier s'additionne aux 5 jours de congé supplémentaires prévus par la CCT du 10 décembre 2001 (n°62.123), précisée par la CCT du 13 janvier 2003 (n°69.148).

§3. Le volume de congé supplémentaire prévu au paragraphe premier n'est pas cumulatif de jours supplémentaires déjà octroyés dans l'institution ou le service. Si l'employeur octroie déjà un volume de congé correspondant à celui prévu au paragraphe premier, en sus des 20 jours de congé légaux et des 5 jours de congé sectoriels, il en reste à ce nombre de jours. S'il en octroie moins, il augmente ce volume jusqu'à atteindre le volume de congé prévu au paragraphe premier.

Article 3.

§1^{er}. En ce qui concerne le jour de congé extralégal supplémentaire octroyé aux travailleurs, tel que visé à l'article 2, §1^{er}, premier tiret, il est octroyé selon les mêmes modalités que celles reprises dans la CCT du 10 décembre 2001 telle que précisée par la CCT du 13 janvier 2003 susmentionnées.

En ce qui concerne le jour de congé extralégal supplémentaire aux travailleurs ayant atteint l'âge de 45 ans, tel que visé à l'article 2, §1^{er}, second tiret, il est octroyé aux travailleurs qui en bénéficient l'année au cours de laquelle les travailleurs ont atteint l'âge de 45 ans.

§2. Par dérogation au premier paragraphe, les congés octroyés en 2021 peuvent être octroyés et pris jusqu'au 30 juin 2022.

Article 4.

Il est prévu, dans la mesure du possible, une embauche compensatoire à hauteur des montants octroyés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour financer le volume de congé supplémentaire visé à l'article 2.

Pour l'année 2021, vu la signature tardive de la présente convention, l'embauche compensatoire est réputée complète.

Article 5.

La présente convention collective entre en vigueur au 1^{er} janvier 2021, sous condition suspensive de l'octroi du financement prévu par le protocole d'accord sectoriel précité.

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée au président de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector

Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2021 betreffende de toekenning van bijkomende extralegale verlofdagen aan het personeel van de "milieux d'accueil d'enfants"

PREAMBULE

Overwegende de opname in de initiële begroting voor 2021 van een begrotingsvoorziening van vijf miljoen euro, bestemd voor de financiering van recurrente maatregelen in de sector van de kinderopvang;

Overwegende de eisenbundel die op 15 juni 2020 door het gemeenschappelijk vakbondsfront aan de regering is voorgelegd, in het bijzonder het gedeelte dat betrekking heeft op de eisen ter verbetering van de aantrekkelijkheid en de houdbaarheid van de loopbanen in de non-profitsectoren die door de Federatie Wallonië-Brussel worden gesubsidieerd;

Overwegende het ontwerp van sectoraal protocolakkoord dat is gepland voor ondertekening op 7 juli 2021 betreffende de aantrekkelijkheid en houdbaarheid van loopbanen in de sector kinder- en jeugdzorg, met name artikel 1 dat bepaalt dat er een collectieve arbeidsovereenkomst moet worden gesloten tussen de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties;

Overwegende dat de sociale partners zich ertoe verbinden om, wanneer de hervorming van de ATL's wordt aangenomen, na te denken over de mogelijkheid om alle werknemers in de ATL-sector in het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst op te nemen,

De sociale partners passen de volgende bepalingen aan:

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op volgende werkgevers en werknemers van de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige sector voor maatschappelijk welzijn en gezondheidszorg.

- gesubsidieerde kinderdagverblijven (inclusief peuterspeelplaatsen en gemeentelijke kinderopvangdiensten);
- gesubsidieerde diensten voor kinderopvang, met uitzondering van het personeel voor kinderopvang;
- gesubsidieerde diensten voor thuisopvang van zieke kinderen;
- opvangdiensten gespecialiseerd in kinderopvang;
- gesubsidieerde buitenschoolse opvang type 2.

Onder werknemers wordt verstaan: alle mannelijke en vrouwelijke bedienden en arbeiders die zijn tewerkgesteld in de instellingen en diensten bedoeld in het vorige lid.

Artikel 2.

§1. De partijen komen overeen om jaarlijks toe te kennen, met ingang van het jaar 2021:

- een bijkomende dag extralegaal verlof voor de werknemers;

- een bijkomende dag extralegaal verlof voor de werknemers die de leeftijd van 45 jaar hebben bereikt.

Het in het vorige lid bedoelde bijkomende verlof wordt berekend op basis van een voltijdse tewerkstelling. In geval van deeltijdse tewerkstelling wordt het recht op dit verlof proportioneel berekend op basis van de arbeidsduur in verhouding tot een voltijdse tewerkstelling.

§2. Het in het eerste lid bedoelde extra verlof wordt toegevoegd aan de 5 extra verlofdagen zoals bepaald in de CAO van 10 december 2001 (nr. 62.123), en zoals nader bepaald in de CAO van 13 januari 2003 (nr. 69.148).

§3. Het in het eerste lid vastgestelde extra verlof kan niet worden gecumuleerd met extra dagen die reeds in de instelling of de dienst zijn toegekend. Indien de werkgever naast de 20 dagen wettelijk verlof en de 5 dagen sectoraal verlof reeds een hoeveelheid verlof toekent die overeenkomt met het in het eerste lid bepaalde aantal dagen, blijft hij op dat aantal dagen. Indien hij minder toekent, verhoogt hij dit aantal tot het in eerste lid vastgestelde vakantiedagen is bereikt.

Artikel 3.

§1. Wat de aan de werknemers toegekende bijkomende extralegale verlofdag betreft, zoals bedoeld in artikel 2, §1, eerste streepje, wordt deze toegekend onder dezelfde voorwaarden als die welke zijn vastgesteld in de voornoemde CAO van 10 december 2001, zoals nader uitgewerkt in de CAO van 13 januari 2003.

Wat de in artikel 2, §1, tweede streepje, bedoelde bijkomende extralegale verlofdag voor werknemers die de leeftijd van 45 jaar hebben bereikt betreft, deze wordt toegekend aan de werknemers die er in aanmerking voor komen in het jaar waarin de werknemers de leeftijd van 45 jaar hebben bereikt.

§2 In afwijking van het eerste lid kan het verlof dat in 2021 is toegekend, worden verleend en opgenomen tot en met 30 juni 2022.

Artikel 4.

Voorzover mogelijk wordt voorzien in compenserende aanwervingen naar rato van de bedragen die door het "Office de la Naissance et de l'Enfance" worden toegekend voor de financiering van het in artikel 2 bedoelde extra verlof.

Voor het jaar 2021 worden, gezien de late ondertekening van deze overeenkomst, de compenserende aanwervingen geacht te zijn voltooid.

Artikel 5.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2021, onder opschortende voorwaarde van de toekenning van de financiering bepaald door het bovenvermelde sectoraal protocolakkoord.

Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

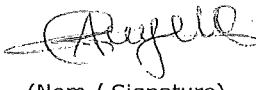
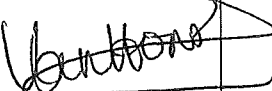
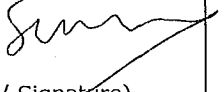
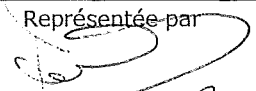
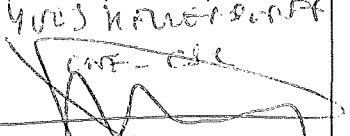
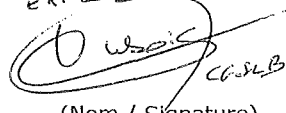
Zij kan worden opgezegd door elke partij met een opzeggingstermijn van 6 maanden per aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.

3320000
COMMISSION PARITAIRE
POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE

En sa séance du 25/06/2021

Entre les organisations suivantes représentées au sein de la Commission paritaire, la convention collective de travail a été conclue :

Octroi de jours de congé extralégaux supplémentaires au personnel des milieux d'accueil d'enfants

FEDERATION DES ASSOCIATIONS SOCIALES ET DE SANTE	Représentée par Simion de Hey  (Nom / Signature)
CONFEDERATION DES CENTRES DE COORDINATION DE SOINS ET SERVICES A DOMICILE	Représentée par Aurore Guyote  (Nom / Signature)
FEDERATION DES INSTITUTIONS MEDICO-SOCIALES	Représentée par BENEDICTE CANIVEZ  (Nom / Signature)
FEDERATION DES INITIATIVES LOCALES POUR L'ENFANCE	Représentée par Van Honsbeek Cécile  (Nom / Signature)
SANTHEA	Représenté par SENIDRA, TIHAN  (Nom / Signature)
FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE	Représentée par  ANDRÉ SCHALK (Nom / Signature)
CONFEDERATION DES SYNDICATS CHRETIENS DE BELGIQUE	Représenté par YVES KREMERBONFF  (Nom / Signature)
CENTRALE GENERALE DES SYNDICATS LIBERAUX DE BELGIQUE	Représentée par ER. - DUBOIS  (Nom / Signature)